



Déclaration liminaire – CAPA RECOURS PPCR – P.L.P. Vendredi 30 AVRIL 2021 à 09H00 - Visioconférence

Voici maintenant un an que nous vivons dans cette situation inique de confinements variants et de gabegie sanitaire.

Si l'année dernière rien n'était prêt, force est de constater qu'un an plus tard, c'est toujours le cas ! Les erreurs du passé ne semblent pas profiter à celles et ceux qui nous gouvernent.

Heureusement que nous, personnels de l'éducation, cherchons seul-es des plans B car contrairement au gouvernement, nous sommes préparés à ce que rien ne soit en marche, ce qui prouve que de notre côté, nous apprenons des erreurs de notre ministère et de notre ministre pour qui l'école est prise de plus en plus pour une garderie où il fait bon jouer à la marelle.

Encore une fois donc, continuité pédagogique et distanciels en tout genre reposent sur la seule compétence des personnels d'éducation. Cette impréparation, ces choix toujours faits au doigt mouillé et au pied levé, participent pleinement à l'épuisement des personnels en imposant une augmentation permanente de leur charge de travail et une dégradation de fait du service public auquel ils-elles sont attaché-es.

Et pour les remercier, pas d'applaudissements aux fenêtres, pas d'augmentation du point d'indice, mais un mépris permanent, réaffirmé par cette prime informatique de 150€, qui laisse penser que notre ministre ne connaît pas plus le coût d'un équipement informatique que d'autres celui d'un pain au chocolat !

Que de temps perdu, que de temps de formation perdu pour nos élèves, dans un contexte de mise en place non désirée de la réforme des L.P. Entre le confinement de l'année dernière, le dernier confinement arrivé bien trop tard, les absences d'élèves et de personnels non remplacé-es, malade ou cas contact, les fermetures de classes, les élèves de L.P ont perdu des mois de formation.

Alors pourquoi s'obstiner à maintenir des épreuves et un calendrier d'épreuves réglementaire et mettre élèves et personnels sous pressions ?

- Nous demandons donc à ce que soit rapidement menée une réflexion sur les examens de fin d'année et particulièrement sur l'indulgence que nous devons portée sur les évaluations diplômantes. Nous demandons la neutralisation du chef d'œuvre en CAP.
- Nous réaffirmons l'importance d'un recrutement massif de personnels au plus tard pour la rentrée de Septembre pour permettre l'accueil des élèves en effectifs réduits et pour pourvoir au remplacement des personnels.
- Sur le plan sanitaire, nous demandons une fourniture gratuite de tous les matériels de protection indispensables à la sécurité des élèves et des personnels, nous demandons que soit prévus rapidement des aménagements des locaux de manière à satisfaire aux besoins d'aération et de renouvellement de l'air, voire, d'en prévoir d'autres si besoin.

Dans ce contexte sanitaire qui perdure, devant l'absence de moyens, l'absence de reconnaissance des personnels, le mépris ministériel ... , nous exprimons de nouveau notre ferme opposition à ce système d'évaluation "méritocratique".

De manière générale, et en particulier face à cette épreuve qui nous est imposée, tous les personnels sont plus que méritant·es ! Plutôt que de chercher la brebis galeuse ou l'oiseau rare, il serait bon d'évaluer prioritairement les moyens attribués pour exercer convenablement et d'en assurer l'égalité dans les établissements. Nous réaffirmons notre volonté que la progression des personnels se fasse au même rythme pour tout le monde et à la vitesse de l'accélération de carrière.

Le faible nombre de recours effectués cette année, ne doit pas laisser penser que nos collègues adhèrent à cette nouvelle forme d'évaluation.

La réalité est toute autre !

Le faible nombre des recours est lié à la lourdeur de la procédure, mais aussi à la prise de conscience par nos collègues que la loi de transformation de la Fonction Publique, qui a fait, rappelons-le, l'unanimité syndicale contre elle, a vidé de leurs prérogatives les CAP et que le dialogue social s'est éteint avec elle. Ils·elles perçoivent clairement la vanité et l'arbitraire de la procédure et du recours en lui-même.

C'est pourquoi, Nous rappelons notre opposition au PPCR, notre opposition à la carrière au mérite, notre opposition à la réforme de la Fonction Publique comme à celle des L.P., nous rappelons notre demande d'un système d'avancement d'échelon et de grade automatique pour tous·tes avec une déconnexion totale de la rémunération avec l'évaluation, comme c'est le cas pour certains corps de ce ministère notamment pour celui des personnels de direction.

Enfin, La CGT Educ'Action rappelle que, dans la période actuelle, l'éducation devrait être la priorité pour le gouvernement afin d'assurer un avenir aux jeunes mais aussi à la Nation.